

## La crise au Burundi au cœur du sommet des Etats de l'Afrique de l'Est

RFI, 20-05-2017 La Tanzanie accueille ce samedi 20 mai, un sommet de la Communauté des chefs d'Etat des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC). Ces derniers doivent notamment se pencher sur la crise politique dans laquelle est enlisé Burundi depuis deux ans. Le dialogue préné par le médiateur, l'ex-président tanzanien Benjamin Mkapa, est au point mort. Il s'en remet aux chefs de la région vers lesquels se tourne également la figure de la société civile burundaise, Gabriel Rufyiri.

Le Burundi traverse une grave crise politique depuis plus de deux ans. La démission du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat - qu'il a obtenu depuis lors - a entraîné une grave crise socio-économique caractérisée par de nombreuses pénuries et une crise politique. Le dialogue de sortie de crise, initié par l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, est au point mort depuis le début, le pouvoir refusant de s'asseoir avec une opposition en exil accusée d'être derrière les violences au Burundi. Il a donc décidé de s'en remettre au sommet des chefs de l'EAC qu'il a mandaté pour qu'elle prenne des décisions même de relancer sa facilitation. De son côté, l'une des figures de la société civile burundaise, Gabriel Rufyiri, en appelle également aux chefs de l'Etat du Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Soudan du Sud, leur demandant de «sauver» une population qui s'enfoncé dans une misère sans nom, selon ses propres termes. «Imaginez un pays qui n'a ni électricité, ni carburant, ni sucre, ni médicaments. C'est ce qui est pratiquement invivable. Donc nous lançons vraiment un cri d'alarme pour que les chefs d'Etat de l'EAC prennent des mesures qui s'imposent, puissent ramener de l'espoir. Parce qu'aujourd'hui tous les yeux des Burundais sont braqués vers le sommet de l'EAC. C'est pour cette raison que nous demandons aux chefs d'Etat de l'EAC de les parties en conflit, plus particulièrement le gouvernement, de rejoindre la table des négociations. Si rien n'est fait, vous voyez que le Burundi va être un enfer !», a déclaré RFI Gabriel Rufyiri. «Mauvaises manières» de l'Union européenne ? Le président ougandais Yoweri Museveni a précédemment critiqué vivement les sanctions de l'Union européenne à l'égard du Burundi. «C'est notre problème. C'est nous de le résoudre. Avec l'Union européenne nous avons un souci : unilatéralement vous prenez des sanctions contre le Burundi alors que c'est un de nos membres. C'est pareil avec le Soudan du Sud. Récemment à l'ONU, il y a également eu des discussions sur de possibles sanctions, mais c'est quoi ces mauvaises manières ?», a-t-il lancé sous les rires de l'assistance. «S'il y a quelqu'un qui connaît la situation du Soudan du Sud, c'est moi. A l'heure où je vous parle, il y a un millier de réfugiés soudanais en Ouganda, mais vous, au nom de quoi vous vous melez du Soudan du Sud ? S'il vous plaît, notre maison est notre maison, n'y rentrez pas sans nous demander notre avis», a conclu Yoweri Museveni. Une position similaire à celle du gouvernement burundais, qui milite pour la levée des sanctions européennes. Dans ce but, le Burundi, en tant que membre de l'EAC, refuse de signer l'APE, un accord de partenariat économique entre la communauté d'Afrique centrale et l'Union européenne. Il bénéficie sur ce point aussi du soutien de Yoweri Museveni et de l'EAC. Gaston Sindimwo, premier vice-président du Burundi, se félicite du «consensus des chefs d'Etat et de gouvernement de l'EAC» à ce propos. Il demande à l'UE «d'enlever les sanctions contre le Burundi pour pouvoir rediscuter de cette question. [...] C'est une condition sine qua non». Violations des droits de l'Homme En réponse, l'ambassadeur de l'UE en Tanzanie et auprès de l'EAC, Roeland van de Geer, a insisté sur le fait que «les sanctions resteront en place tant que la situation ne changera pas» au Burundi. Il rappelle que «tant que des violations des droits de l'Homme se poursuivront dans le pays, il sera très difficile de lever les mesures restrictives mises en place. Mais dès qu'il y aura une amélioration significative de la situation, alors les choses pourront changer». Le diplomate européen n'entend pas céder à la pression, puisque d'après lui «les restrictions imposées au Burundi dépendent de la situation au Burundi et pas de l'accord de partenariat économique». Charles Nditije, président du Cnared, plateforme de l'opposition burundaise en exil demande en vain à l'Union européenne de rester ferme face au «pouvoir criminel de Bujumbura» et sa revanche particulièrement douloureuse par l'attitude de l'EAC. Non sans ironie, il déclare que «si l'EAC est une famille, nous serions attendus à ce que cette famille, ces chefs d'Etat qui sont réunis, puissent venir en aide à une partie des membres de sa famille qui sont en train d'être tués chaque jour qui passe».

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});